

Procédure suivie par François Graner suite aux décisions portant déclassification de certaines des archives présidentielles relatives à la situation au Rwanda entre 1990 et 1995

Par Aymeric Givord, le 13 juin 2020

En noir : procédure relative à la première demande de consultation

En bleu : procédure relative à la seconde demande de consultation

En noir et surligné : procédure commune aux deux demandes de consultation

| | Date | Evènement |
|---|-----------------|---|
| 1 | 14 juillet 2015 | Présentation par François Graner, auprès des Archives nationales, d'une demande de consultation anticipée de dix-huit dossiers faisant partie des archives de la présidence de François Mitterrand et relatifs à la politique de la France au Rwanda entre 1990 et 1995 |
| 2 | 13 août 2015 | Saisine pour avis, par le Directeur des fonds des Archives nationales et à la suite de la demande de François Graner du 14 juillet 2015, de la mandataire du Président Mitterrand désignée en application du protocole de remise des archives du président de la République |
| 3 | 7 octobre 2015 | Réponse de la mandataire du Président Mitterrand à la Directrice des Archives nationales l'informant qu'elle donne son autorisation pour la consultation des deux premiers dossiers, mais pas des seize autres |
| 4 | 7 décembre 2015 | Décision de la Directrice des Archives nationales, conformément à l'avis de la mandataire du Président Mitterrand, informant François Graner de la possibilité de consulter les deux premiers dossiers mais pas les seize autres |
| 5 | 2 février 2016 | Enregistrement au secrétariat de la Commission d'accès aux documents administratifs d'une saisine de François Graner à la suite du refus opposé le 7 décembre 2015 à sa demande de consultation de certains documents |
| 6 | 31 mai 2016 | Enregistrement au greffe du Tribunal administratif de Paris d'une requête de François Graner aux fins notamment, d'une part, d'annuler pour excès de pouvoir la décision implicite de refus née du silence gardé par la Directrice des Archives nationales à la suite de la saisine de la Commission d'accès aux documents administratifs par François Graner le 2 février 2016 et, d'autre part, d'enjoindre à la ministre de la Culture de communiquer au requérant les documents sollicités dans sa demande du 14 juillet 2015 |
| 7 | 14 juillet 2016 | <u>Présentation par François Graner, auprès des Archives nationales, d'une demande de consultation anticipée de seize dossiers faisant partie des archives de la présidence de François Mitterrand et relatifs à la politique de la France au Rwanda entre 1990 et 1995</u> |
| 8 | 5 août 2016 | Notification à François Graner de l'avis de la Commission d'accès aux documents administratifs n° 20160529 daté du 3 mars 2016 et défavorable à sa demande de communication de certains documents |

| | Date | Evènement |
|----|------------------|--|
| 9 | 9 septembre 2016 | Saisine pour avis, par le Directeur fonds des Archives nationales et à la suite de la demande de François Graner du 14 juillet 2016, de la mandataire du Président Mitterrand désignée en application du protocole de remise des archives du président de la République |
| 10 | 15 octobre 2016 | Réponse de la mandataire du Président Mitterrand à la Directrice des Archives nationales l'informant qu'elle donne son autorisation pour la consultation de deux dossiers sans condition, de trois dossiers sous condition et qu'elle refuse la consultation des onze autres |
| 11 | 21 novembre 2016 | Enregistrement au greffe du Tribunal administratif de Paris d'un mémoire en défense de la ministre de la Culture concluant au rejet de la requête du 31 mai 2016 de François Graner |
| 12 | 14 décembre 2016 | Enregistrement au greffe du Tribunal administratif de Paris d'un mémoire de François Graner en réplique au mémoire en défense du 21 novembre 2016 de la ministre de la Culture |
| 13 | 21 décembre 2016 | Enregistrement au greffe du Tribunal administratif de Paris d'un mémoire de François Graner demandant, à l'appui de sa requête du 31 mai 2016, la transmission au Conseil d'Etat, pour saisine du Conseil constitutionnel, de la question de la constitutionnalité de l'article L. 213-4 du Code du patrimoine |
| 14 | 22 décembre 2016 | Décision de la Directrice des Archives nationales, conformément à l'avis de la mandataire du Président Mitterrand, informant François Graner de la possibilité de consulter deux dossiers sans condition, trois dossiers sous condition mais pas les onze autres |
| 15 | 12 janvier 2017 | Enregistrement au greffe du Tribunal administratif de Paris d'un mémoire de la ministre de la Culture concluant à ce que le Tribunal ne transmette pas la question prioritaire de constitutionnalité posée par François Graner le 21 décembre 2016 |
| 16 | 13 janvier 2017 | Enregistrement au greffe du Tribunal administratif de Paris d'un mémoire de la ministre de la Culture en réplique au mémoire du 14 décembre 2016 de François Graner |
| 17 | 26 janvier 2017 | Enregistrement au greffe du Tribunal administratif de Paris d'un mémoire de François Graner complétant sa demande du 21 décembre 2016 de question prioritaire de constitutionnalité |
| 18 | 20 février 2017 | Enregistrement au secrétariat de la Commission d'accès aux documents administratifs d'une saisine de François Graner à la suite du refus opposé le 22 décembre 2016 à sa demande de consultation de certains documents |
| 19 | 27 février 2017 | Enregistrement au greffe du Tribunal administratif de Paris d'un mémoire de la ministre de la Culture concluant à un non-lieu partiel, s'agissant des documents pour lesquels François Graner a obtenu une autorisation de consultation, et au rejet du surplus de sa requête du 31 mai 2016 |
| 20 | 2 mars 2017 | Ordonnance n° 1608472/5-1 du Tribunal administratif de Paris décidant la transmission au Conseil d'Etat de la question prioritaire de constitutionnalité posée par François Graner et portant sur les dispositions de l'article L. 213-4 du Code du patrimoine |
| 21 | 5 avril 2017 | Enregistrement au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat de l'ordonnance n° 1608472/5-1 du 2 mars 2017 du Tribunal administratif de Paris |

| | Date | Evènement |
|----|-------------------|---|
| 22 | 7 avril 2017 | Enregistrement au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat d'un mémoire de constitutionnalité de François Graner soutenant que l'article L. 213-4 du Code du patrimoine méconnaît les articles 15 et 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen |
| 23 | 10 mai 2017 | Enregistrement au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat d'un mémoire de la ministre de la Culture soutenant, en particulier, que la question prioritaire de constitutionnalité posée par François Graner ne revêt pas un caractère sérieux et n'est pas nouvelle |
| 24 | 14 juin 2017 | Examen en séance publique du Conseil d'Etat de la question prioritaire de constitutionnalité posée par François Graner |
| 25 | 28 juin 2017 | Lecture par le Conseil d'Etat de son arrêt n° 409 568 décidant le renvoi au Conseil constitutionnel de la question de la conformité à la Constitution de l'article L. 213-4 du Code du patrimoine |
| 26 | 29 juin 2017 | Saisine du Conseil constitutionnel par le Conseil d'Etat de la question prioritaire de constitutionnalité posée par François Graner |
| 27 | 21 juillet 2017 | Enregistrement au secrétariat général du Conseil constitutionnel des premières observations de François Graner et des observations du Premier ministre |
| 28 | 2 août 2017 | Notification à François Graner de l'avis de la Commission d'accès aux documents administratifs n° 20170968 daté du 21 juillet 2017 et favorable, sous réserve, à sa demande de communication de certains documents |
| 29 | 7 août 2017 | Enregistrement au secrétariat général du Conseil constitutionnel des secondes observations de François Graner |
| 30 | 29 août 2017 | Décision du Directeur des fonds des Archives nationales réitérant à François Graner, malgré l'avis n° 20170968 de la Commission d'accès aux documents administratifs, sa décision de rejet partiel du 22 décembre 2016 |
| 31 | 7 septembre 2017 | Examen en audience publique du Conseil constitutionnel de la question prioritaire de constitutionnalité que lui a transmise le Conseil d'Etat le 29 juin 2017 |
| 32 | 15 septembre 2017 | Publication par le Conseil constitutionnel de sa décision n° 2017-655 QPC considérant que le deuxième alinéa et la première phrase du dernier alinéa de l'article L. 213-4 du Code du patrimoine, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2008-696 du 15 juillet 2008 relative aux archives, sont conformes à la Constitution |
| 33 | 6 octobre 2017 | Enregistrement au greffe du Tribunal administratif de Paris d'un mémoire complémentaire à la requête du 31 mai 2016 de François Graner |
| 34 | 6 octobre 2017 | Enregistrement au greffe du Tribunal administratif de Paris d'une requête de François Graner aux fins notamment, d'une part, d'annuler pour excès de pouvoir la décision du 29 août 2017 par laquelle le Directeur des fonds des Archives nationales a réitéré sa décision de rejet partiel du 22 décembre 2016 et, d'autre part, d'enjoindre à la ministre de la Culture de lui communiquer au requérant les documents sollicités dans sa demande du 14 juillet 2016 |
| 35 | 20 novembre 2017 | Enregistrement au greffe du Tribunal administratif de Paris d'un mémoire de la ministre de la Culture en réponse au mémoire complémentaire du 6 octobre 2017 de François Graner |
| 36 | 14 décembre 2017 | Enregistrement au greffe de la Cour européenne des droits de l'homme d'une requête de François Graner dirigée contre le gouvernement français |

| | Date | Evènement |
|----|------------------|--|
| 37 | 19 avril 2018 | Examen en audience publique du Tribunal administratif de Paris de la requête de François Graner enregistrée le 31 mai 2016 |
| 38 | 14 mai 2018 | Enregistrement au greffe du Tribunal administratif de Paris d'un mémoire en défense de la ministre de la Culture concluant au rejet de la requête du 6 octobre 2017 de François Graner |
| 39 | 27 mai 2018 | Lecture par le Tribunal administratif de Paris de son jugement n° 1608472/5-1 décidant qu'il n'y a pas lieu de statuer sur la requête de François Graner en tant qu'elle est dirigée contre la décision de la ministre de la Culture lui refusant la consultation de certaines archives qui lui ont été communiquées postérieurement à l'enregistrement de sa requête, et rejet du surplus des conclusions de la requête de François Graner |
| 40 | 17 juillet 2018 | Enregistrement au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat d'un pourvoi en cassation de François Graner dirigé contre le jugement n° 1608472/5-1 du 27 mai 2018 du Tribunal administratif de Paris |
| 41 | 17 octobre 2018 | Enregistrement au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat d'un mémoire complémentaire au pourvoi en cassation du 17 juillet 2018 de François Graner |
| 42 | 7 mars 2019 | Examen en audience publique du Tribunal administratif de Paris de la requête de François Graner enregistrée le 6 octobre 2017 |
| 43 | 21 mars 2019 | Lecture par le Tribunal administratif de Paris de son jugement n° 1715455/5-1 décidant le rejet de la requête de François Graner |
| 44 | 2 mai 2019 | Décision de la Cour européenne des droits de l'homme de donner connaissance de la requête de François Graner au gouvernement français |
| 45 | 24 mai 2019 | Enregistrement au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat d'un pourvoi en cassation de François Graner dirigé contre le jugement n° 1715455/5-1 du 21 mars 2019 du Tribunal administratif de Paris |
| 46 | 19 juillet 2019 | Enregistrement au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat d'un mémoire complémentaire au pourvoi en cassation du 24 mai 2019 de François Graner |
| 47 | 5 novembre 2019 | Transmission à François Graner par la Cour européenne des droits de l'homme des observations du gouvernement français à la suite de la décision de communication de sa requête le 2 mai 2019 |
| 48 | 16 décembre 2019 | Enregistrement au greffe de la Cour européenne des droits de l'homme des observations de François Graner en réponse aux observations du gouvernement français du 5 novembre 2019 |
| 49 | 28 mai 2020 | Décision n° 84536/17 de la Cour européenne des droits de l'homme déclarant la requête de François Graner prématurée, et donc irrecevable |
| 50 | 5 juin 2020 | Examen en séance publique du Conseil d'Etat des pourvois de François Graner enregistrés respectivement les 17 juillet 2018 et 24 mai 2019 |
| 51 | 12 juin 2020 | Lecture par le Conseil d'Etat de son arrêt n°s 422327 et 431026 décidant notamment, d'une part, d'annuler les jugements des 17 mai 2018 et 21 mars 2019 du Tribunal administratif de Paris ainsi que les décisions du 2 avril 2016 et du 29 août 2017 de la ministre de la Culture et, d'autre part, d'enjoindre au ministre de la Culture, dans le délai de trois mois à compter de la présente décision, d'autoriser François Graner à consulter les documents demandés |